

## L'opposition de droite après l'alternance de mai-juin 1981

**Mathias Bernard**

L'alternance de 1981 ne correspond pas seulement à un tournant dans l'histoire politique de la France dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Elle présente une réelle singularité, à plusieurs égards. Il s'agit tout d'abord de la première véritable alternance de la V<sup>e</sup> République, même si, en 1974, l'élection d'un non-gaulliste, Valéry Giscard d'Estaing, à la présidence de la République a pu être considérée comme une « petite alternance<sup>1</sup> ». Elle se traduit à la fois par un changement politique à la présidence de la République et par une nouvelle majorité parlementaire, cette double alternance n'ayant eu lieu qu'à deux autres reprises, en 1924 et en 2012. Elle intervient après vingt-trois ans d'exercice du pouvoir par la droite, alors même que le contexte à la fois politique et idéologique n'était pas forcément favorable à une victoire de la gauche (« désunion » de la gauche depuis 1977, crise du marxisme intellectuel) : pour bien des observateurs, et pour une majorité de contemporains, elle a constitué une surprise, voire un choc<sup>2</sup> – en dépit de la progression continue de François Mitterrand dans les sondages pré-électorales<sup>3</sup>. De fait, cette alternance a volontiers été expliquée moins par une progression de la gauche que par les fortes dissensions internes au camp majoritaire, qu'il s'agisse des manœuvres souterraines de Jacques Chirac en vue de faire battre Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion des élections présidentielles ou de l'abstention importante de l'électorat de droite aux élections législatives. Certains, à droite, ne misaient-ils pas sur la défaite de la majorité sortante pour restructurer leur camp et en prendre la direction ? Ainsi se trouve dégagé l'enjeu majeur d'une opposition après alternance : la reconquête doit passer par une recomposition. Or, après 1981, cette recomposition s'effectue avec les dirigeants de la décennie précédente, Jacques Chirac, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing. Cette contribution cherchera à expliquer ce paradoxe, que l'on retrouvera au cours des alternances ultérieures en France.

---

<sup>1</sup> L'expression « petite alternance » a été développée en 1976 par Alain Peyrefitte dans *Le Mal français* (Fayard, 1976), non pas pour désigner l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, mais pour évoquer la situation (qui était alors envisageable en 1978) d'un changement de majorité parlementaire, à la suite d'élections législatives en cours de septennat. Pour Alain Peyrefitte, cette « petite alternance » se distingue de « la grande alternance » qui a lieu à l'occasion des élections présidentielles.

<sup>2</sup> Voir la très intéressante analyse de Jean Stoetzel, « Les élections de 1981 et les sondages », *Revue française de sociologie*, n° 23-1, 1982, p. 3-14. Le 15 avril 1981 encore, selon un sondage SOFRES, 52 % des Français pronostiquaient une victoire de Giscard, 21 % celle de François Mitterrand.

<sup>3</sup> Alors que, jusqu'en février 1981, Valéry Giscard d'Estaing était systématiquement donné gagnant dans la quasi-totalité des sondages (avec, en novembre 1980, 60 % des intentions de vote au second tour, selon l'IFOP et la SOFRES), les résultats des sondages s'équilibrent dans les deux derniers mois de la campagne.

## Une rénovation idéologique

La défaite de 1981 impose une clarification idéologique à la droite qui, depuis la crise de Mai 68, était tiraillée entre deux courants idéologiques contradictoires : une réaction conservatrice face aux aspirations émancipatrices et libérales d'une part, une ouverture plus grande à une forme de libéralisme social d'autre part. La deuxième tendance a dominé le discours des principaux dirigeants – que l'on songe à la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas ou au « libéralisme avancé » de Valéry Giscard d'Estaing –, non sans créer de fortes tensions internes et, parfois, des oscillations un peu erratiques. Ainsi, l'ambition réformatrice de Valéry Giscard d'Estaing, qui s'inscrivait à la fois dans la volonté de moderniser la société et de dépasser le schéma bipolaire de la vie politique<sup>4</sup>, s'est heurtée à la rigidité du clivage droite-gauche et s'est progressivement atténuée au profit d'une approche plus gestionnaire, voire conservatrice. Le tournant sécuritaire de la fin du septennat giscardien, avec l'adoption de la loi « Sécurité et liberté » préparée par le garde des Sceaux Alain Peyrefitte, a pu être perçu comme une tentative de remobilisation d'un électorat conservateur, désarçonné par les audaces du début du mandat et particulièrement par la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse. En vain. L'échec de Valéry Giscard d'Estaing est analysé, par nombre de ses rivaux (à commencer par Jacques Chirac), comme l'échec d'une politique qui aurait été « crypto-socialiste » et n'aurait pas été celle de ses électeurs.

À cette analyse s'ajoutent les nécessités du combat contre un nouveau gouvernement qui affirme son ancrage à gauche, aussi bien par sa politique économique, un certain nombre de mesures symboliques (les nationalisations, la cinquième semaine de congés payés...) que par la présence de quatre ministres communistes au gouvernement. Face à ce qui est présenté comme un « gouvernement socialo-communiste », l'opposition souhaite affirmer son ancrage à droite. Depuis la Libération, la notion de « droite » n'était pas mise en avant, autrement que par l'extrême droite : elle renvoyait en effet implicitement aux années noires ; en outre, la domination culturelle du gaullisme dans ce camp imposait la notion de « rassemblement », au-delà précisément du clivage gauche-droite. À partir de 1981, l'opposition réhabilite la notion de « droite ». Charles Pasqua l'affirme d'ailleurs dans *L'Express*, dès janvier 1982 : « Aujourd'hui être à droite n'est plus un handicap. »

Ce retour de la droite passe par un véritable *aggiornamento* idéologique, qui doit précisément couper toute collusion entre la notion de « droite » et un traditionalisme néo-vichyste. C'est donc à l'étranger, notamment aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en Grande-Bretagne, que l'opposition prend ses modèles. Une offensive néo-libérale prend forme, timidement d'abord puis de façon complètement assumée à partir de l'hiver 1982-1983. Cette conception du libéralisme, dirigée contre l'influence de l'État dans l'économie et, plus largement, dans la société, a été préparée sous le septennat giscardien par l'action de Raymond Barre, qui a commencé à rompre avec les pratiques interventionnistes en cours depuis les années 1930, notamment dans la politique des prix. Mais, jusqu'à la défaite de 1981, elle n'a pas fait consensus, ni parmi les giscardiens, ni au Rassemblement pour la République (RPR), où perdure encore l'influence d'un gaullisme assez interventionniste en matière économique et social. À partir de 1981, en revanche, ce discours libéral s'étend et se

---

<sup>4</sup> Voir les différentes contributions rassemblées dans Serge Berstein et Jean-François Sirinelli (dir.), *Les années Giscard. Les réformes de société 1974-1981*, Paris, Armand Colin, 2007.

radicalise en se nourrissant de la critique des mesures dirigistes du gouvernement de Pierre Mauroy, dont l'opposition se plaît à montrer à la fois l'inefficacité et même le caractère nocif et contre-productif. La dénonciation de la politique économique des socialistes – notamment des nationalisations – s'atténue après la « pause » de juin 1982, et plus encore après le tournant immédiatement postérieur aux élections municipales de mars 1983. La dénonciation des mesures considérées comme liberticides prennent alors le relais. Sont ainsi particulièrement combattues les lois Quilliot (contre la liberté du propriétaire), Auroux (contre celle de l'entrepreneur) et Savary (attentatoire à la liberté de l'enseignement), ainsi que la loi sur la presse, présentée comme attentatoire à la liberté de la presse alors qu'elle vise surtout le groupe Hersant, favorable à l'opposition. La droite s'oppose à ces projets dans les médias, dans la rue et, bien sûr, au Parlement, où se révèle une nouvelle génération d'élus, représentée notamment par Jacques Toubon, Alain Madelin, François d'Aubert ou encore Philippe Séguin. Cette offensive s'appuie sur les exemples du néo-libéralisme reagano-thatchérien, diffusés par des essais à succès – notamment ceux de Guy Sorman<sup>5</sup> –, mais aussi par la presse : tandis que *Le Figaro Magazine* de Louis Pauwels accorde une place importante à de jeunes économistes libéraux comme Henri Lepage, Jean-Jacques Rosa et Pascal Salin, qui pourfendent le néo-keynésianisme et remettent à l'honneur les fondamentaux du libéralisme économique, *L'Express* dirigé par James Goldsmith abandonne dès les lendemains du 10 mai 1981 toute sympathie à l'égard du modèle social-démocrate et devient le chantre des expériences libérales<sup>6</sup>. Au-delà des médias identifiés au centre ou à la droite, ce tropisme néo-libéral gagne le grand public, par l'intermédiaire notamment de la télévision dont l'un des grands succès, diffusé à partir de janvier 1981, est le feuilleton américain *Dallas* qui familiarise le téléspectateur français avec une famille d'entrepreneurs texans. Le journaliste de TF1, François de Closets, dont la sensibilité est pourtant de centre gauche, publie en 1982 *Toujours plus*, dirigé contre les corporatismes et la « syndicatie », particulièrement vivaces selon lui dans la fonction publique : il cherche lui aussi à réduire le poids de l'État dans l'économie. En février 1984, la télévision publique fait l'éloge des vertus transformatrices de la crise économique et promeut les valeurs libérales (l'esprit d'initiative, l'individualisme), illustrées par certaines entreprises exemplaires, dont celle du jeune Philippe de Villiers, dans une émission *Vive la crise !*, à laquelle contribuent des personnalités qui ne sont pas particulièrement marquées à droite, comme Yves Montand (qui présente l'émission), Jean-Claude Guillebaud (du *Nouvel Observateur*) ou encore Laurent Joffrin, alors jeune journaliste à *Libération* : l'ancien quotidien maoïste diffuse d'ailleurs pour l'occasion à 120 000 exemplaires un numéro spécial consacré à l'émission. Moquée, voire dénoncée par de multiples essais<sup>7</sup>, cette conversion d'une partie de la gauche aux principes du libéralisme souligne la force d'attraction de cette

<sup>5</sup> Voir notamment le triptyque *La Révolution conservatrice américaine* (Paris, Fayard, 1983, 248 p.), *La Solution libérale* (Paris, Fayard, 1984, 285 p.), *L'État minimum* (Paris, Albin Michel, 1985, 181 p.).

<sup>6</sup> Le journaliste et rédacteur en chef Olivier Todd, venu du *Nouvel Observateur*, est licencié le 12 mai pour avoir laissé paraître entre les deux tours une couverture jugée défavorable au Président sortant. 12 journalistes sur 137 et 3 éditorialistes sur 4 quittent le journal, ainsi que Jean-François Revel, directeur du journal. Cette crise accélère la transformation de *L'Express* en *news magazine* libéral. Voir notamment Michel Jamet, « *L'Express*, du journal d'opinion au *news magazine* », *Communication et langage*, 1983, vol. 56, p. 85-97.

<sup>7</sup> De la charge contemporaine de Guy Hocquenghem (*Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Albin Michel, 1986) à l'essai rétrospectif de François Cusset (*La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006).

idéologie qu'incarne plus facilement l'opposition de droite, pour son plus grand profit. Cette identité libérale, naturelle à l'Union pour la démocratie française (UDF), ne va pourtant pas de soi pour le RPR, où elle suscite des débats internes. C'est d'abord pour des raisons stratégiques que le parti chiraquien se convertit à ce discours<sup>8</sup> : le programme qu'il adopte en 1984 s'intitule « Libres et responsables ». Ce libéralisme économique et social se double d'une sensibilité plus forte d'une fraction importante des hommes et des partis de droite à l'idéologie sécuritaire. La politisation du thème de la sécurité n'est pas nouvelle. Elle a commencé dès les lendemains de Mai 68, notamment autour de l'action du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin. Les débuts du septennat giscardien avaient semblé marquer une rupture, avec l'accent mis sur la condition pénitentiaire et, plus largement, l'insistance apportée à l'extension des libertés publiques. Sous la pression de son électorat – et de certains de ses conseillers –, Giscard a rapidement compensé ces audaces en réaffirmant son attachement à l'ordre et à la sécurité : en témoigne, par exemple, son refus d'envisager l'abolition de la peine de mort. En basculant dans l'opposition, la droite radicalise son discours, pour deux raisons principales. D'abord parce que le Garde des Sceaux, Robert Badinter, est l'une de ses cibles privilégiées, dans la mesure où il incarne une politique considérée comme laxiste, qui supprime un certain nombre d'instances et de textes emblématiques des années 1960 et 1970 : loi anti-casseurs, Cour de sûreté de l'État, loi Sécurité et Liberté... Ensuite parce que l'émergence du Front national, sensible à partir de 1983, s'appuie sur l'exploitation quasi obsessionnelle des thèmes de l'immigration et de l'insécurité, entre lesquelles Jean-Marie Le Pen établit une corrélation. La droite parlementaire ne peut pas laisser à son concurrent d'extrême droite le monopole de ce thème, qu'elle investit clairement à la veille de la campagne des élections législatives de 1986. C'est un proche de Jacques Chirac, Charles Pasqua, alors président du groupe RPR au Sénat, qui se place en première ligne pour développer ce discours, notamment dans l'essai *L'ardeur nouvelle*, qu'il publie en 1985 chez Albin Michel. Si le RPR se laisse volontiers gagner par une conception assez martiale de l'ordre public et de l'État, qui ressuscite une culture nationale propre au gaullisme, il n'en va pas de même pour certaines personnalités de l'UDF. Autorité morale de la droite, Simone Veil refuse ostensiblement de faire de la surenchère sur le discours du Front national – tandis que, en 1984, le démocrate chrétien Bernard Stasi publie *L'immigration, une chance pour la France*, qui refuse clairement l'assimilation entre immigration et insécurité. En raison des tensions internes qu'elle suscite, la thématique sécuritaire passe au second plan du discours des principaux protagonistes de l'opposition de droite, au fur et à mesure que s'approche la campagne électorale de 1986. Le libéralisme fait davantage consensus. C'est donc lui qui est mis en avant. En juin 1985, une « convention libérale » réunit autour de Valéry Giscard d'Estaing ses deux anciens Premiers ministres, également concurrents dans la future course à l'Élysée : Raymond Barre et Jacques Chirac. Et la plateforme commune défendue à partir de janvier 1986 par l'UDF et le RPR, avec l'appoint du Centre national des indépendants (CNI), en vue de la future alternance, met clairement l'accent sur des mesures qui symbolisent le libéralisme économique, comme les privatisations ou la

---

<sup>8</sup> Voir notamment Bernard Lachaise, « Le RPR et l'économie », dans Olivier Dard et Gilles Richard (dir.), *Les droites et l'économie en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Riveneuve Éditions, 2011, p. 213-223. Voir aussi l'analyse contemporaine du politiste Jean Baudouin, « Le moment néo-libéral du RPR : essai d'interprétation », *Revue française de science politique*, n° 6, 1990, p. 830-844.

déréglementation du travail. L'idéologie libérale permet des convergences, que gênent en revanche les jeux d'appareil et le choc des ambitions individuelles.

## La dynamique différenciée des structures

Pour conduire son offensive idéologique sur l'opinion, l'opposition ne s'appuie pas seulement sur ses partis, dont l'image sort écornée de la défaite, notamment aux élections législatives de 1981. Comme la gauche au début de la V<sup>e</sup> République, elle peut compter sur des organisations nouvelles, qui ne visent pas un bénéfice électoral immédiat et qui entendent rassembler au-delà des milieux politiques traditionalistes. Ces « clubs », ces « alliances », ces « conventions » se multiplient dans les mois qui suivent le printemps 1981, notamment au sein d'une mouvance conservatrice, voire traditionaliste qui considère comme une mission la lutte contre le pouvoir « socialo-communiste<sup>9</sup> ». Dès juin 1981, Serge Dassault quitte le vieux Centre national des indépendants et des paysans (CNIP) pour fonder un Parti libéral, dont il confie la direction politique à Romain Marie, *alias* Bernard Antony, qui gravite depuis le milieu des années 1970 dans les réseaux du traditionalisme catholique : c'est d'ailleurs lui qui lance, en janvier 1982, le quotidien *Présent*, qui trouve son prolongement dans les réseaux Chrétienté-Solidarité, constitués quelques mois plus tard. Si le Parti libéral ne fait pas long feu et ne survit pas à l'alternance de 1986, le réveil d'une droite nationale, catholique et conservatrice est plus durable et s'inscrit aussi bien à l'intérieur des partis traditionnels que dans de multiples initiatives et structures. En témoignent les Assises de la liberté, organisées à Lyon en janvier 1982 par le Club de l'Astrolabe, animé alors par le jeune député Charles Millon. L'ancienne ministre de Valéry Giscard d'Estaing, Alice Saunier-Séité, est particulièrement active dans la création de ces réseaux à la fois libéraux et conservateurs : à l'automne 1981, elle lance les groupes « Alternative pour la France », qui visent à constituer un « contre-pouvoir intellectuel » en rassemblant des dirigeants politiques et des intellectuels proches de la Nouvelle Droite, voire de l'extrême droite autour de conférences et de tables rondes ; elle crée également l'association « Solidarité et défense des libertés », qui cherche à mobiliser hommes politiques et juristes contre l'action du Garde des Sceaux Robert Badinter. Le champ culturel, lui, est investi par un ancien sous-préfet, qui a démissionné de son poste au lendemain de la victoire de François Mitterrand, pour ne pas servir un pouvoir auquel il s'oppose de façon irréductible : Philippe de Villiers. Il est l'un des initiateurs – et le secrétaire général – d'une Alliance pour une nouvelle culture, dont le vice-président est Michel de Rostolan, un ancien dirigeant du groupuscule d'extrême droite Occident. D'autres organisations entendent mener un combat culturel en rassemblant des élus et des dirigeants de droite et d'extrême droite : l'association Art et Lumière, où le maire RPR de Saumur voisine avec des cadres du Parti des forces nouvelles ; ou encore l'Association des élus pour la liberté de la culture, animée par des dirigeants ou des cadres du Club de l'Horloge (Jean-Yves Le Gallou, François-Georges Dreyfus)...

Le Club de l'Horloge connaît alors son apogée. Fondé en 1974 par deux anciens énarques membres du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), Yvon Blot et Jean-Yves Le Gallou, il s'était d'emblée donné pour mission de renouveler les bases doctrinales d'une droite qui occupait alors le

---

<sup>9</sup> Mathias Bernard, *La Guerre des droites de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007, p. 186-189.



pouvoir mais semblait céder la domination du terrain idéologique à la gauche marxiste. Au cours de l'année 1979, la polémique sur la « nouvelle droite » a donné une soudaine notoriété à cette organisation et à la présence de certains de ses membres dans les cabinets ministériels. À partir de 1981, le Club de l'Horloge assume pleinement son ambition d'être le pourvoyeur d'idées d'une droite en reconquête. Dès 1982, il publie un pamphlet en forme de bilan de l'expérience mitterrannique, intitulé *Échecs et injustices du socialisme*, qui se double de la présentation d'un « Projet républicain pour l'opposition ». Il organise chaque année des colloques qui rassemblent les différentes familles de la droite pour lutter contre le pouvoir. Sa revue, *Contrepoint*, accueille d'ailleurs aussi bien des intellectuels conservateurs (Pierre Chaunu, Jacques Rougeot) et des dirigeants très marqués à droite (Philippe Malaud, alors président du CNI, Jacques Godfrain ou Alain Griotteray) que des personnalités comme Jacques Toubon ou Raymond Barre. Le Club de l'Horloge entend d'ailleurs faire la synthèse entre libéralisme et nationalisme, tout en insistant davantage sur ce dernier point : la préférence nationale fait d'ailleurs l'objet d'un colloque organisé par Jean-Yves Le Gallou, l'année même de la percée électorale du Front national. Dès cette période, le Club de l'Horloge entend d'ailleurs jouer le rôle de passerelle entre droite parlementaire et extrême droite – une position qu'il conservera au cours des décennies suivantes<sup>10</sup>.

La dynamique des clubs dépasse le strict cadre de la réflexion doctrinale et intellectuelle et s'installe dans le champ politique. Membre du Club de l'Horloge dès sa fondation et passé par le RPR (dont il a porté les couleurs lors des législatives de juin 1981, comme candidat contre Michel Rocard), Bruno Mégret crée ainsi en janvier 1982 les Comités d'action républicaine (CAR), avec l'ambition d'en faire un véritable parti, incarnant une opposition plus combative que celle du RPR et de l'UDF. Il lance une grande campagne d'affiche intitulée « Face au socialisme, prenons l'initiative ! », parvient à rallier quelques élus (dont Pierre Bernard à Montfermeil ou même Francisque Collomb à Lyon) et constitue un vivier de candidats en vue des élections municipales de 1983. Les CAR ne s'imposent pas véritablement en tant qu'organisation, mais permettent à Bruno Mégret de monnayer son entrée au sein du Rassemblement national de Jean-Marie Le Pen en 1985, puis du Front national lui-même. Il témoigne de cette floraison de structures, qui gagne également les grands partis. Jacques Chirac n'est-il pas à l'origine de la création, dès l'automne 1981, du Club 89, dont il confie l'animation à l'un de ses proches, Michel Aurillac ? Les partis traditionnels cherchent à capter cette dynamique, sensible dans l'opinion – comme le suggère l'organisation par le RPR, en juin 1982, de « carrefours pour la liberté et le progrès ». Mais ils restent à la marge de la plus grande mobilisation dirigée contre le gouvernement, à savoir les manifestations contre le projet Savary au printemps 1984. En effet, l'alternance de 1981 ne modifie pas fondamentalement la structuration partisane de la droite modérée. Les deux grands partis, RPR et UDF, poursuivent leur développement, avec les mêmes présidents (Jacques Chirac et Jean Lecanuet) et le même type d'organisation. Cet immobilisme organisationnel peut surprendre, dans la mesure où ces deux partis sont en partie marqués par la double défaite du printemps 1981. Mais il s'explique par le fait que cette dernière est survenue non pas à la fin d'un processus de décomposition partisane, mais – au contraire – au début de la restructuration engagée au cours du septennat giscardien. Le RPR est né en 1976

---

<sup>10</sup> Voir notamment les colloques publiés aux Éditions du Club de l'Horloge en 1989 (*L'union de la droite est-elle possible ?*) et en 1998 (*Droite-gauche : un clivage dépassé ?*).

pour permettre aux néo-gaullistes en général, et à Jacques Chirac en particulier, de reconquérir le pouvoir : l'élimination en 1981 de Valéry Giscard d'Estaing n'est pas forcément un obstacle dans ce projet. Quant à l'UDF, sa création est plus récente encore, puisqu'elle date du printemps 1978 et parachève la difficile convergence des différentes familles de la droite non-gaulliste. En 1981, l'UDF n'a d'ailleurs pas complètement stabilisé son mode de fonctionnement et ses rapports de forces internes<sup>11</sup>. Derrière la stabilité provoquée par le maintien de Lecanuet à la tête de la confédération, les différentes composantes se mobilisent pour conquérir une position dominante et renouvellent leurs cadres dirigeants : en 1982, François Léotard, l'homme qui monte, devient secrétaire général du Parti républicain (PR) (à la place de Jacques Blanc), tandis qu'au Centre des démocrates sociaux (CDS), la même année, Pierre Méhaignerie succède à Jean Lecanuet. La jouvence des Clubs Perspectives et Réalités, encore bien tenus par Giscard, n'aura lieu que trois ans plus tard, avec l'arrivée d'Alain Lamassoure. Cette promotion d'une nouvelle génération de dirigeants souligne que l'immobilisme des structures n'a pas empêché le rajeunissement – au moins partiel – des cadres et des dirigeants des partis de droite.

## **Le renouvellement partiel des cadres et des dirigeants**

Le choc de la défaite a permis d'accélérer l'émergence d'une nouvelle génération de responsables politiques, qui avait déjà commencé à l'occasion des élections législatives du printemps 1978. C'est d'ailleurs au Parlement que ce renouvellement générationnel est le plus net. La guérilla parlementaire contre l'exécutif est animée par ceux que les observateurs appellent rapidement des « mousquetaires », tous quadragénaires : pour le RPR, Jacques Toubon (né en 1941, député depuis 1981) et Philippe Séguin (né en 1943, député depuis 1978), François d'Aubert (né en 1943, député en 1978), Alain Madelin (né en 1946, député en 1978). Ce renouvellement opère dès les lendemains de la défaite de 1981 à la tête du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Pour remplacer Roger Chinaud, battu dans sa circonscription de Paris, l'entourage giscardien défendait la candidature de Christian Bonnet, ministre inamovible de Pompidou et de Giscard et député depuis 1956 comme Giscard lui-même ! C'est finalement Jean-Claude Gaudin, un des élus de la « promotion 1978 », qui est élu avec le soutien d'autres quadragénaires comme Jacques Blanc ou François Léotard. Ce renouvellement n'affecte pas le groupe RPR, qui reste dirigé par Claude Labbé, président du groupe gaulliste depuis 1973.

Le renouvellement des cadres a pu être favorisé, ponctuellement, par l'émergence d'une nouvelle génération d'élus locaux, à l'occasion des victoires de l'opposition lors des élections cantonales de 1982 et de 1985 et surtout des élections municipales de 1983. Dans les villes moyennes de la banlieue parisienne notamment, le double effet de l'érosion du communisme municipal et de la fin de carrière de la génération d'élus gaullistes issue de la Résistance accélère la carrière de personnalités, comme Patrick Devedjian, élu maire d'Antony à 40 ans à l'automne 1983, ou de Nicolas Sarkozy, élu la même année maire de Neuilly à 28 ans. Ce renouvellement des leaders ne s'appuie pas sur un rajeunissement en profondeur des militants, d'après les

---

<sup>11</sup> Gilles Richard, Sylvie Guillaume et Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire de l'UDF. L'Union pour la démocratie française 1978-2007*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

enquêtes qui se développent dans les années 1980<sup>12</sup>. Et parmi ces « cadets de la droite<sup>13</sup> », un seul leader national émerge véritablement : il s'agit de François Léotard. Considéré comme l'un des espoirs du giscardisme grâce à sa double élection comme maire de Fréjus en 1977 et député du Var en 1978, il n'est pas discrédité par l'échec de 1981, puisqu'il n'a exercé aucune responsabilité ministérielle visible. Il peut donc incarner le renouvellement politique à droite, d'autant qu'il se fait le chantre d'un néo-libéralisme à l'anglo-saxonne qui a les faveurs de l'opinion, si l'on en croit l'image qu'en donnent alors les grands médias et les instituts de sondage. Il exploite pleinement les mythologies médiatiques des années 1980 : c'est l'époque où, devant les photographes, il prépare assidument le marathon de New York. Après avoir pris la tête du PR en 1982, il constitue un véritable réseau – que la presse appelle « la bande à Léo » – en vue de préparer les futures alternances. Dès l'automne 1984, il entre à 42 ans dans le baromètre des présidentiables *Figaro-SOFRES*... tout en protestant de sa fidélité à l'égard de Giscard : « Si Giscard se présente en 1988, je le suivrai », affirme-t-il alors<sup>14</sup>.

De fait, l'ancien Président partage avec ses deux anciens Premiers ministres la position de leader. Après une retraite politique de six mois, Valéry Giscard d'Estaing entreprend un retour très progressif<sup>15</sup>. En décembre 1981, il affirme avoir « jeté la rancune à la rivière ». En mars 1982, il se fait élire conseiller général du canton de Chamalières – première étape d'un parcours qui le conduit, à l'automne 1984, à reconquérir son siège au Palais-Bourbon, à la suite d'une élection partielle dans sa circonscription du Puy-de-Dôme<sup>16</sup>. Cette stratégie de reconquête par la base étonne, et n'est pas vraiment suivie par les sondages d'opinion. Mais Giscard accentue sa présence, dans les médias audiovisuels (au moins une prestation par an dans l'émission *L'Heure de Vérité*), au sein de l'UDF (principalement *via* le relais fidèle des Clubs Perspectives et Réalités) et dans le débat public : en mars 1984, la sortie de son essai *Deux Français sur trois*, lui donne l'occasion d'une véritable campagne. Il entend clairement occuper une place spécifique. C'est pourquoi il fonde dès février 1982 son Comité pour l'Avenir de la France, animé par le préfet Raymond-François Le Bris, sorte de comité d'experts composé d'environ cinquante personnes. Il ne parvient toutefois pas à s'imposer comme un leader indiscutable, notamment face à Jacques Chirac auquel il doit laisser la direction officielle de la campagne législative de la droite parlementaire en 1986.

Dès l'été 1981, Jacques Chirac se place comme le leader naturel de la droite. Toute sa stratégie vise à effacer son image de chef du RPR et de « tueur » de Giscard. Il cherche d'ailleurs à se réconcilier avec l'ancien Président, avec lequel il déjeune chez Drouant, le 24 novembre 1982. Il tient à incarner l'union de l'opposition : c'est pourquoi il défend (dès juin 1983) une liste unique aux élections européennes de 1984 et accepte qu'elle soit conduite par une personnalité plutôt marquée à l'UDF (Simone Veil), dont il a toujours été proche. C'est l'occasion du grand

<sup>12</sup> Et utilisées notamment par Colette Ysmal, dans « L'UDF et le RPR : la reconquête d'un espace politique », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-Louis Bianco (dir.), *François Mitterrand. Les années du changement*, Paris, Perrin, 2001, p. 726-746.

<sup>13</sup> Pour reprendre le titre d'un essai contemporain (Jacques Frémontier, *Les cadets de la droite*, Paris, Le Seuil, 1984).

<sup>14</sup> Dans une interview au *Monde*, 13 octobre 1984.

<sup>15</sup> Philippe Reinhard, *Le Revenant*, Paris, Albin Michel, 1990 ; Mathias Bernard, *Valéry Giscard d'Estaing. Les ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014.

<sup>16</sup> Son ancien suppléant, le maire de Chamalières Claude Wolff, ayant accepté de démissionner de son mandat de député, après avoir été élu au Parlement européen sur la liste de Simone Veil en juin 1984.



*aggiornamento*, libéral et européen, du RPR, qu'il cherche à identifier à la jeunesse. Chirac promeut, plus activement que ses concurrents, les jeunes pousses du RPR, notamment lors de la campagne d'affichage « Vivement demain ! » (en 1985). Et c'est grâce à cette double rénovation (programmatique et médiatique) qu'il contracte une alliance avec la jeune génération du PR (celle qu'on appelle « la bande à Léo ») et s'impose, à la veille des élections législatives de 1986, comme le patron de ceux qui, à droite, acceptent une cohabitation avec François Mitterrand en cas de victoire.

Cette option stratégique est violemment combattue par Raymond Barre, qui aspire lui aussi à prendre la direction de la future majorité mais refuse, au nom du gaullisme, de composer avec le Président socialiste. Le retour au premier plan de l'ancien Premier ministre était inattendu. En effet, entre 1978 et 1981, Raymond Barre avait éprouvé de grandes difficultés pour s'imposer face au RPR, dont les députés contestaient ouvertement son programme et ses méthodes. En outre, son impopularité a été souvent considérée comme l'une des causes de l'échec de Valéry Giscard d'Estaing en 1981. Mais une fois dans l'opposition, Barre a fait jouer deux atouts : la persistance de la crise économique, qui donne du crédit aux compétences qui lui sont reconnues, et l'adoption d'une politique de rigueur qui, dès juin 1982, valide ses propres thèses ; le soutien d'une fraction de l'UDF, notamment le CDS. Dès avril 1984, il évoque l'éventualité d'une candidature à la prochaine élection présidentielle, tout en faisant l'impasse sur l'alternance législative de 1986. Soucieux de cultiver sa différence, Raymond Barre se distingue de ses deux rivaux par le refus de la cohabitation. Cette prise de position le marginalise, au moins à court terme.

Ce retour progressif du trio exécutif du septennat giscardien fait de la question du leadership un véritable problème pour la droite. Contrairement à ce qu'il espérait en 1981, Jacques Chirac n'a pu se placer en leader indiscuté, même s'il occupe, jusqu'en 1986, une position dominante sur la droite qui lui ouvre les portes de Matignon. Ce triple retour atténue les effets du renouvellement idéologique et politique, que la droite considérait pourtant comme nécessaire. C'est peut-être aussi ce qui explique l'irruption brutale sur la scène politique, entre 1983 et 1986, du Front national qui met en avant à la fois le changement des hommes et la radicalisation des idées. En effet, Jean-Marie Le Pen s'impose dans le champ politique en occupant un espace politique libéré par la conversion du gaullisme à une droite libérale et recentrée<sup>17</sup>. Face à la « banalisation » du RPR chiraquien, il entend bousculer le système politique et « dire tout haut ce que les Français pensent tout bas », selon le slogan adopté en 1985.

Le basculement de la droite dans l'opposition, entre 1981 et 1986, a bien provoqué une recomposition, qui fut à la fois fondamentale et inachevée. Au-delà de la radicalisation du discours, propre à la culture d'opposition et à la volonté de capter les courants protestataires de l'opinion, le modèle néo-libéral s'impose, en rupture avec le libéralisme social promu sous le septennat giscardien. Ce modèle favorise la convergence entre les deux grands partis rivaux, RPR et UDF, et donne une crédibilité nouvelle à la volonté d'union et de restructuration des organisations partisans. Pourtant, au milieu des années 1980, ce sont les mêmes leaders et les

---

<sup>17</sup> Voir l'analyse, pénétrante, réalisée au moment même de la montée du FN par Monica Charlot, « L'émergence du Front national », dans *Revue française de science politique*, n° 1, 1986, p. 30-45.

mêmes partis qui sollicitent les suffrages de l'opposition, autour d'un programme qui, pour ne pas effrayer l'électorat centriste, atténue les effets de la révolution libérale. Le caractère inabouti de ce renouvellement partisan et idéologique n'est pas étranger au succès du Front national, qui se définit – au moment de son émergence – comme la seule véritable opposition nationale. L'émergence du FN est souvent présentée comme le résultat des manœuvres supposées de François Mitterrand ou encore comme la conséquence de la déception provoquée par la gauche au pouvoir au sein des classes moyennes et des milieux populaires. N'est-elle pas d'abord le résultat de l'incapacité des droites parlementaires à incarner une opposition combative et renouvelée face à la majorité socialiste que, par leurs divisions, elles ont contribué à amener au pouvoir ?

### L'auteur

Professeur des universités en histoire contemporaine et président de l'Université Blaise-Pascal, Clermont II, Mathias Bernard est spécialiste de l'histoire politique de la France du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Il a récemment publié : *Valéry Giscard d'Estaing. Les ambitions déçues* (Armand Colin, 2014) ; *Les années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral* (Belin, 2015)

### Résumé

Le basculement de la droite dans l'opposition, entre 1981 et 1986, a bien provoqué une recomposition, qui fut à la fois fondamentale et inachevée. Au-delà de la radicalisation du discours, propre à la culture d'opposition et à la volonté de capter les courants protestataires de l'opinion, le modèle néolibéral s'impose, en rupture avec le libéralisme social promu sous le septennat giscardien. Ce modèle favorise la convergence entre les deux grands partis rivaux, RPR et UDF, et donne une crédibilité nouvelle à la volonté d'union et de restructuration des organisations partisans. Pourtant, au milieu des années 1980, ce sont les mêmes leaders et les mêmes partis qui sollicitent les suffrages de l'opposition, autour d'un programme qui, pour ne pas effrayer l'électorat centriste, atténue les effets de la révolution libérale. Le caractère inabouti de ce renouvellement partisan et idéologique n'est pas étranger au succès du Front national, qui se définit – au moment de son émergence – comme la seule véritable opposition nationale.

**Mots clés** : alternance ; droite ; V<sup>e</sup> République ; néolibéralisme.

### Abstract

*The Right in Opposition after the May-June 1981 Change of Government*

Between 1981 and 1986, the right's transition to parliamentary opposition provoked a reorganization that was at once fundamental and incomplete. This was accompanied by a radicalization of discourse as the right sought, in keeping with the culture of opposition, to win over dissenting currents of opinion. At the same time, it embraced the neoliberal model, cutting its ties with the social liberalism that had been promoted during Valéry Giscard d'Estaing's seven year tenure. This model favored the convergence of two great rival parties, the RPR and UDF, conferring new credibility on calls for union and a reorganization of party organizations. In the mid-1980s, however, the same leaders and parties sought opposition votes with a platform that

mitigated the effects of the liberal revolution in order to avoid frightening the centrist electorate. This ultimately abortive ideological and partisan revival was to contribute to the success of the Front national, allowing it to define itself as the only true opposition as soon as it emerged as a national political force.

**Key words :** Changeover; Right; V<sup>th</sup> Republic; Neoliberalism.

**Pour citer cet article :** Mathias Bernard, « L'opposition de droite après l'alternance de mai-juin 1981 », *Histoire@Politique*, n° 28, janvier-avril 2016, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)